



Édito

AVRIL 2026

Chers agents,

Le mois d'avril a été marqué par une séquence particulièrement dense, révélatrice des enjeux majeurs auxquels notre établissement est aujourd'hui confronté : les Assises du monde combattant, lancées le 13 avril par la Ministre déléguée Alice Rufo.

Ce lancement a constitué un temps fort. Il a permis de réaffirmer, au plus haut niveau de l'État, la place essentielle de l'ONaCVG, qualifié de « trésor à préserver et à protéger ». Ce message est à la fois une reconnaissance et une responsabilité. Il nous engage à poursuivre notre transformation, à anticiper les évolutions démographiques du monde combattant et à adapter nos missions dans un environnement en mutation.

Avril a également été un mois de travail structurant. Les échanges nourris avec nos partenaires institutionnels, notamment dans le cadre des réunions avec nos tutelles, ont permis d'avancer sur des sujets essentiels tels que la trajectoire budgétaire, même si celle-ci n'est pas encore tout à fait stabilisée ou le contrat d'objectifs et de performance, actuellement en cours de finalisation.

Dans le même temps, nos missions opérationnelles se poursuivent avec exigence : entretien et valorisation des sites mémoriels, mise en action de projets mémoriels, accompagnement des ressortissants, préparation des grandes échéances commémoratives ou encore coopération internationale, comme en témoigne l'accueil prochain au sein de l'Office de délégations ukrainiennes.

Ce mois d'avril a ainsi confirmé une réalité : notre action repose sur un équilibre constant entre mémoire et solidarité, les deux fortement liées et nécessitant agilité et adaptation.

Le mois de mai s'inscrit pleinement dans cette continuité. Il sera, comme chaque année, un temps fort de mémoire, avec les commémorations du 8 mai et du 27 mai qui nous rassembleront autour des valeurs de transmission, de vérité historique et de reconnaissance. Je sais que vous représenterez l'Office de façon exemplaire lors de ces grands moments et soyez-en remerciés. Mai sera également un mois d'engagement, avec le démarrage des travaux dans le cadre des Assises et la consolidation de nos orientations stratégiques.

Enfin, mai sera un mois de mobilisation collective. Dans un contexte budgétaire exigeant, il nous appartient de poursuivre nos efforts de rigueur à tous les niveaux (SD, HLMN, secteurs, centrale) tout en garantissant la qualité de nos missions. Cela suppose clarté, responsabilité et cohésion. Les budgets de fonctionnement vont être attribués très prochainement avec une diminution par rapport aux budgets précédents : je m'en expliquerai en détail lors d'un prochain message à l'attention des responsables hiérarchiques de l'Office.

À noter, enfin, que nous lancerons prochainement la labellisation Bleuet de France pour les collèges et lycées. En miroir avec la labellisation des EHPAD encore trop peu proposée, cette nouvelle labellisation est une initiative attendue et porteuse de sens sur le travail de mémoire.

Plus que jamais, l'Office doit rester fidèle à ce qui fait sa force : son ancrage territorial, l'engagement de ses agents et sa capacité à porter, au quotidien, les valeurs du monde combattant.

Je sais pouvoir compter sur chacune et chacun d'entre vous pour poursuivre cette dynamique avec exigence et détermination.

Marie-Christine Verdier Jouclas
Directrice générale

Zoom sur les SD

Le service départemental de l'ONaCVG du Loiret : un acteur de proximité au service de la reconnaissance, de la solidarité et de la mémoire

Installé au cœur de la cité Dunois à Orléans, dans un ancien bâtiment militaire des années 1860, le service départemental de l'ONaCVG du Loiret s'inscrit



dans une histoire profondément liée à la présence militaire du territoire. La base aérienne 123 d'Orléans-Bricy, le 12^e régiment de cuirassiers, le service de santé des armées, la 12^e base de soutien du matériel ou encore le commandement régional de la Gendarmerie représentent aujourd'hui un ensemble de 5 895 militaires, 606 réservistes et 1 326 personnels civils.

Fort d'une équipe de cinq agents permanents et d'une référente régionale mémoire basée à Tours, le service agit au plus près des ressortissants pour assurer ses missions de reconnaissance, d'accompagnement social, de soutien aux blessés et de transmission de la mémoire.

2025 : une année d'évolutions marquantes

L'année 2025 a été rythmée par plusieurs avancées structurantes. La reprise du récolement des archives, avec plus de 100 mètres linéaires traités, illustre l'attention portée à la conservation du patrimoine. L'arrivée d'une assistante sociale et la réorganisation des locaux ont également permis d'améliorer l'accueil du public et la qualité de l'accompagnement, dans une logique de service public toujours plus proche et efficace.

Reconnaissance et accompagnement

Le service continue d'assurer un rôle central dans la reconnaissance et la réparation des droits. En 2025, 143 cartes du combattant, 159 titres de reconnaissance de la Nation et 17 cartes d'invalidité ont été délivrés. Cette activité témoigne d'une forte mobilisation, dans un contexte où les démarches sont de plus en plus dématérialisées.

L'action sociale demeure un pilier essentiel. L'an dernier,

235 dossiers ont été soumis en commission de solidarité, soit 334 lignes de demande concernant 215 ressortissants. Sur un budget de 229 000 €, plus de 224 900 € ont été effectivement consommés, traduisant une réponse concrète et adaptée aux besoins.

Un « service public plus » attentif et humain

L'accompagnement des pupilles de la Nation, des victimes d'actes de terrorismes et des militaires blessés constitue une mission prioritaire. En 2025, 17 nouveaux dossiers de pupilles ont été instruits, 15 victimes d'actes terroristes résidant dans le Loiret ont bénéficié d'un suivi spécifique, et 23 blessés ont été accompagnés par les équipes départementales.

Mémoire et citoyenneté : sensibiliser les jeunes générations

La dimension mémorielle reste au cœur de l'action du service. Le Parcours Citoyen « Travail de mémoire », organisé avec le Conseil départemental du Loiret, a rassemblé une centaine de collégiens pendant les vacances de la Toussaint. Les jeunes ont pu visiter la base aérienne 123, découvrir le CERCIL musée, Mémorial des enfants du Vel d'Hiv à Orléans, participer à un jeu de l'Oie consacré à la Seconde Guerre mondiale et assister à une intervention du dessinateur Matthieu Durand autour des OPEX dans l'univers de Tanguy et Laverdure (éditions Dargaud).

En 2025, le service a aussi prêté 17 expositions, enregistré 97 participations aux concours scolaires et mené deux témoignages en classe. Autant d'actions qui témoignent d'un engagement constant pour faire vivre la mémoire combattante en lien avec les établissements scolaires et les acteurs locaux.

De nouvelles perspectives pour 2026

L'année à venir s'annonce tout aussi dynamique. Le service poursuivra la labellisation de deux nouveaux EHPAD Bleuets de France, la pérennisation du Parcours Citoyen, ainsi qu'une présence accrue lors des commissions des blessés régimentaires. D'autres actions en faveur de la solidarité et de la mémoire seront également développées sur l'ensemble de la région Centre-Val de Loire.

Par ces initiatives, le service départemental de l'ONaCVG du Loiret réaffirme pleinement sa vocation : reconnaître, accompagner et transmettre.

Le Loiret c'est...

215 ressortissants accompagnés

5 agents engagés chaque jour

5 895 militaires présents sur le territoire

224 900 € d'aides de solidarité versés au profit de 215 bénéficiaires

Actualité du mois

Point de situation sur le budget de l'Office au regard des services votés et de la descente des crédits en avril 2026

À l'aube d'une année sous tension

L'année 2026 s'est ouverte sous le signe de l'incertitude, marquée par l'absence d'un budget définitivement adopté avant la fin de l'exercice précédent. Dans ce contexte, le Gouvernement a dû recourir, comme l'an passé dans la même situation, au mécanisme des services votés, un dispositif d'exception qui permet d'assurer la continuité de l'action publique tout en limitant les marges de manœuvre. Le décret du 29 décembre 2025, en reconduisant les crédits de 2025 à leur strict minimum, a tracé les contours d'un exercice budgétaire sous haute surveillance, où chaque euro engagé devait répondre à une nécessité impérieuse.

Ce n'est que le 19 février 2026 que la loi de finances a enfin trouvé sa forme définitive, mettant un terme à cette période transitoire. Pourtant, l'apaisement espéré n'a pas suivi : la descente des crédits par la Tutelle, intervenue en ce début avril, s'est accompagnée d'un cadre budgétaire resserré.

Un budget sous le signe de la rigueur

Pour l'Office, cette année s'annonce particulièrement exigeante. Au-delà des restrictions générales, des réductions ciblées ont été imposées par le Premier ministre, venant complexifier ainsi l'équation financière :

- Les frais de communication, amputés de 40 % par rapport au budget de l'année précédente, devront désormais se contenter de l'essentiel, au détriment des initiatives plus ambitieuses;
- Les dépenses liées aux missions, réceptions, événements et documentations, réduites de 10 %, appellent à une gestion encore plus parcimonieuse, où chaque déplacement, chaque rencontre, devra être justifié avec une rigueur accrue.

Actuellement, le département des finances et de l'évaluation s'attache à finaliser avec précision l'allocation des enveloppes budgétaires par prescripteur, en intégrant les arbitrages issus de la période des services votés et les contraintes budgétaires imposées.

Cette démarche vise à garantir une répartition équilibrée et adaptée aux enjeux de l'Office.

Une gestion rigoureuse et exigeante

Dans ce paysage budgétaire tendu, la priorité est donnée à l'indispensable. Les dépenses sont passées au crible, les engagements nouveaux scrutés avec une attention redoublée. Malgré ces contraintes et grâce à la mobilisation de chacun, le département des finances et de l'évaluation a su maintenir le cap de ses missions (le budget, les engagements, les services faits et le pilotage des activités). À fin mars, ce sont un peu plus de 1 000 engagements de dépenses qui ont été passés pour un montant de 17,2 M€. Dans la continuité des travaux conduits sur les trois premiers mois, et au regard de la descente des crédits, en ce début avril, les premières commissions d'action sociale et la première commission du droit à réparation ont pu être honorées. Les travaux vont se poursuivre intensément au niveau du département pour rattraper la situation du début d'année.

Demain, naviguer entre rigueur et résilience

Face à ces défis, plusieurs pistes s'imposent à chacun pour traverser cette année avec sérénité :

- Anticiper les besoins en hiérarchisant les priorités avec discernement;
- Respecter scrupuleusement les plafonds imposés, notamment sur les postes de dépenses les plus surveillés;
- Rester à l'écoute des évolutions, pour ajuster la voilure budgétaire au gré des annonces et des arbitrages à venir.



Prévention

À destination principalement des agents techniques et d'entretien travaillant dans les secteurs et les HLMN

L'Office s'est doté d'une note relative à la gestion des produits et agents chimiques. Elle a été validée à l'unanimité par les membres de la formation spécialisée (FS) du comité social d'administration (CSA).

Les produits chimiques sont omniprésents et sont susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé. Cette note vise à décrire le processus de gestion et d'évaluation du risque chimique : depuis l'arrivée jusqu'à son élimination, chaque produit sera analysé afin de définir les mesures de prévention adaptées.

[Cliquez ici pour accéder à la note de référence.](#)



Ressources humaines

Mouvements en avril

Arrivées

- Siège juridique : Andréa SIVA, stagiaire
- SD03 : Marine VENIAT, cat C, renfort
- SD10 : Sarah OBERT, cat C, assistante administrative
- SD17 : Anne GRESSE, cat C, assistante administrative
- SD31 : Anna ZVIEBEL, cat C, renfort
- SD54 : Enzo MAGGESI, stagiaire
- SD69 : Fanny NOUI, cat C, assistante administrative
- SD91 : Magalie LEROY, cat A, directrice
- SD91 : Véronique GUELLEC, cat B, adjointe
- SD998 : Tiphaine LECLERE, cat A, chargée de mission accompagnement au changement
- HLMN IDF : Hugo COTTET-DUMOULIN, cat C, guide
- HLMN IDF : Fanny FAVREAU, service civique
- Syndicats : Pascale PUIG, secrétaire générale CFDT ONaCVG

- HLMN IDF : Servane CARADEC-YHUEL, service civique
- HLMN Var : Justine RENOTTE, cat B, médiatrice culturelle
- Secteur Bray : Benoit PIERRE, cat C, agent d'entretien
- Secteur Bray, Harry GIROT, cat C, agent d'entretien
- Bray sur Somme - Suippes 3 : Bryan SCHULLER, cat C, agent d'entretien
- Struthof : Sarah DESCHATRETTES, stagiaire
- Secteur Suippes : Matthéo EDON, stagiaire

Départs

- SD38 : Agathe CORTOPASSI, cat B, adjoint au directeur RE et FCT
- SD54 : Quentin LANterne, cat C, assistant administratif
- SD60 : Jean-François ODENT, cat A, directeur
- SD973 : Gérald URSO, cat A, directeur
- SD988 : Jean paul LEXTRAIT, cat A, directeur
- DG : Christine BERTHEAU, cat C, gestionnaire polyvalent



Agenda de la directrice générale

- 4 mai** : commission subventions harkis
- 6 mai** : commission subventions mémorielles
- 6 mai** : réunion préparatoire Assises monde combattant
- 7 mai** : réunion avec l'ambassadeur du Sénégal "Nécropole Nationale de Chasselay"
- 7 mai** : cérémonie GMP / SNCF du 81^e anniversaire du 8 mai
- 8 mai** : commémoration nationale de la Victoire du 8 mai 1945

- 26 mai** : comité social d'administration
- 26 mai** : formation spécialisée
- 27 mai** : journée nationale de la Résistance
- 27 mai** : CODIR
- 27 mai** : colloque ATHOS
- 28 mai** : réunion CLR en présentiel
- 29 mai** : déplacement à Toulouse dans le cadre des 400 ans de la Marine

L'Office en images

